

Depuis plusieurs années le terrorisme continue de secouer l'ordre mondial avec des attaques et menaces venant de divers acteurs non étatiques et transnationaux. Les États-Unis, depuis le tragique épisode du *World Trade Center* en 2001, ont fait de cette lutte une priorité mondiale. À l'approche des élections présidentielles américaines, cette priorité stratégique est au cœur des débats, tandis que des puissances régionales tentent également d'accroître leur influence.



Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont profondément transformé leur approche de la lutte contre le terrorisme, faisant de ce combat une priorité absolue sur la scène internationale. Dès l'administration de George W. Bush, la réaction a été directe avec le *Patriot Act*, un texte législatif controversé qui renforce les capacités de surveillance intérieure et les pouvoirs des agences fédérales. Simultanément, les États-Unis ont mené des interventions militaires en Afghanistan et en Irak dans le but de renverser les régimes soupçonnés de soutenir le terrorisme. En Irak, notamment, la guerre a été justifiée par la prétendue possession d'armes de destruction massive par Saddam Hussein et ses liens présumés avec le terrorisme. Le tournant stratégique est survenu sous l'administration de Barack Obama, qui a eu recours à une approche plus discrète, privilégiant les frappes de drones pour cibler les

leaders terroristes au Pakistan, au Yémen et en Somalie. Sous Donald Trump, la lutte contre le terrorisme international mêlait désengagement partiel et intensification des frappes, avec une rhétorique de confrontation qui s'est traduite par une intensification des bombardements contre l'État islamique en Irak et en Syrie, tout en amorçant un retrait partiel des troupes américaines, notamment en Syrie et en Afghanistan. Les américains occupent depuis lors une position clé dans la coalition internationale contre le terrorisme, notamment au sein de l'OTAN, et collaborent avec des partenaires européens et africains. Par exemple, dans le cadre de la mission du G5 Sahel, ils soutiennent les efforts de lutte contre les groupes terroristes en Afrique de l'Ouest. Ce leadership se manifeste également dans le domaine de la coopération en matière de renseignement et de financement de la lutte contre le terrorisme, notamment à travers des sanctions économiques et la signature d'accords internationaux visant à couper les sources de financement de ces groupes. Cette lutte s'inscrit également dans une logique d'intérêts géopolitiques, dans la mesure où ces régions représentent des carrefours d'enjeux économiques et politiques majeurs, comme en Irak, pays riche en pétrole, où les américains cherchent à contenir l'influence iranienne dans la région. La présence militaire américaine dans des régions riches en ressources naturelles, comme le Moyen-Orient peut aussi être interprétée comme une tentative de sécuriser l'accès aux ressources énergétiques tout en combattant les groupes terroristes locaux¹.

À l'aune des élections présidentielles américaines de 2024, la lutte contre le terrorisme pourrait prendre une toute autre direction en fonction du vainqueur, oscillant entre interventionnisme et isolationnisme. Le paradoxe du retour actuel des États-Unis sur la scène internationale réside dans le fait que l'administration de Joe Biden a privilégié une approche diplomatique et multidimensionnelle, avec une vision moins coercitive de la puissance, contrairement à l'administration de Donald Trump, largement isolationniste. Cependant, la décision de Joe Biden de retirer les troupes américaines d'Afghanistan en 2021 remet en question cette volonté de leadership, bien que ce retrait tactique ait été justifié par des approches non militarisées. Le débat autour des interventions militaires et des conflits prolongés sera central dans les prochaines

¹ Rapport de l'Observatoire de la politique de défense des États-Unis sur l'impact de l'élection présidentielle sur la politique de sécurité de défense, 2016.

élections présidentielles. Selon le candidat élu, la posture américaine pourrait changer radicalement : d'un côté, une position isolationniste impliquerait une réduction des engagements à l'étranger, tandis qu'une posture interventionniste verrait dans ce retrait un affaiblissement de l'influence de l'État. Toutefois, même le bilan des années Joe Biden montre que cette opposition est à nuancer, car le multilatéralisme et la diplomatie sont aujourd'hui privilégiés par rapport au recours à la force. Les incertitudes de Joe Biden quant à la suite de la politique étrangère dans ces régions sensibles permettent à son adversaire politique d'en tirer avantage. Les vides de pouvoir laissés par les retraits militaires peuvent profiter à des puissances régionales comme la Russie ou la Chine, ou même à des groupes terroristes qui se renforcent. De plus, bien que les alliés aient triplé leurs troupes sur le terrain par rapport aux américains, ils ont finalement été contraints de suivre la décision unilatérale de Washington, ce qui met en lumière les limites de la coopération internationale dans la prise de décision américaine. Ainsi, les prochaines élections remettront en question l'efficacité de la lutte contre le terrorisme, avec deux scénarios possibles : soit poursuivre les engagements militaires pour contenir la menace, soit miser sur une approche plus diplomatique et économique, réduisant les interventions directes. Dans les deux cas, les États-Unis devront composer avec les critiques et les incertitudes de leurs alliés².



² Chargés de mission du CAPS. « Commentaires sur la décision des Etats-Unis de se retirer d'Afghanistan ». *Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*, mars 2021.